

Rentrée politique en mode Brexit

Royaume-Uni Theresa May a réuni ses principaux ministres pour discuter de la stratégie à suivre.

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Mercredi, c'était le jour de la rentrée pour le gouvernement britannique. Une rentrée partielle en l'occurrence : la Première ministre, Theresa May, a convoqué ses principaux ministres à Chequers, la résidence secondaire officielle du chef du gouvernement. La thématique de leur réunion : le Brexit. "Nous allons regarder les prochaines étapes que nous devons emprunter et aussi les possibilités qui s'offrent à nous alors que nous créons un nouveau rôle mondial pour le Royaume-Uni", a expliqué devant les caméras celle qui a été choisie le 13 juillet par les députés conservateurs pour remplacer David Cameron. "Nous devons être clairs que nous ferons du Brexit un succès, ce qui signifie qu'il n'y aura pas de second référendum ou de tentative de rester plus ou moins dans l'Union européenne."

Par cette très médiatique séance de travail, Theresa May vise tout d'abord à confirmer aux Britanniques que ses deux semaines de vacances ne lui ont pas fait changer d'avis. "Le Brexit signifie le Brexit", avait-elle rappelé à de nombreuses reprises courant juillet. Elle n'entend donc pas céder aux chants des élus qui réclament un second référendum ou un vote du Parlement.

Le travailliste Owen Smith, opposé à l'actuel dirigeant travailliste Jeremy Corbyn dans la course à la direction du parti, a demandé que la Chambre des commu-

nes vote le déclenchement de l'article 50 du traité de Lisbonne, qui signifie à Bruxelles la volonté du pays de sortir de l'UE. Le porte-parole du 10 Downing Street a clôturé le débat en répliquant que les députés avaient déjà été consultés puisqu'ils avaient voté en faveur de la tenue du référendum et qu'ils devaient désormais en respecter le résultat.

Divergences entre ministres

La réunion de Chequers doit surtout permettre à Theresa May de rappeler ses troupes à l'ordre. La presse britannique a fait part de tensions entre les différents ministres favorables au Brexit. Après avoir été agacé parce que Liam Fox est venu puiser dans ses troupes pour créer son tout nouveau ministère au Commerce international, le ministre des Affaires étrangères Boris Johnson imaginerait le Brexit très différemment de son

"Nous devons être clairs que nous ferons du Brexit un succès."



THERESA MAY
Première ministre britannique.

La Belgique, terre d'accueil pour les avocats anglais ?

On n'a pas fini de dresser la liste des conséquences que le Brexit, décidé par les citoyens britanniques fin juin, aura sur un tas d'activités économiques. Parmi les professions qui en seront affectées figurent les avocats, surtout ceux qui sont spécialisés en droit européen. Des cabinets anglais installés dans la capitale auraient déjà enregistré des départs et dans les barreaux du Royaume-Uni, le Brexit commencerait à sortir certains effets négatifs.

C'est dans ce contexte que le nouveau président de l'Ordre des barreaux francophone et germanophone (OBFG), l'avocat bruxellois Jean-Pierre Buyle, suggère que la Belgique accorde aux avocats anglais la liberté d'établissement et de prestation de services, pour autant qu'ils s'occupent de droit européen. "Malte et l'Irlande, qui sont des économies fermées et des pavillons de complaisance, ont déjà accompli cette démarche mais j'estime que la Belgique et Bruxelles, siège des principales institutions européennes et deuxième ville au monde, après Washington, a

accueillir le plus grand nombre de lobbies, sont nettement mieux placées que quiconque pour exploiter une telle opportunité", plaide M^e Buyle, pour qui en droit européen, les plaideurs anglais et belges sont les meilleurs.

Des avocats belges pourraient œuvrer aux côtés de leurs confrères et, en outre, bénéficier d'une clientèle fidèle à ceux-ci dans des dossiers de droit belge, souligne encore M^e Buyle, qui, avec l'OBFG, son pendant néerlandophone (l'OVV) et le barreau de Bruxelles, rédige un protocole qui sera soumis aux barreaux anglais, gallois et écossais.

Le barreau de Bruxelles de même que la Région de Bruxelles-Capitale sont positifs mais le nouveau bâtonnier, M^e Pierre Sculier, entend qu'un tel dispositif ne porte pas ombrage aux avocats nationaux et que son barreau garde la maîtrise du jeu. Il n'en encourage pas moins les avocats anglais déjà présents sur la place de Bruxelles à s'inscrire au tableau de l'Ordre.

J.-C.M.

Copenhague serre encore la vis à l'égard des migrants

Danemark Le gouvernement veut "protéger" son pays des menaces de la pression migratoire.

Slim Allagui
Correspondant à Copenhague

Le Danemark doit rester le Danemark, pas seulement aujourd'hui, demain ou l'année prochaine, mais aussi dans les décennies et générations à venir. Nous devons le "protéger" contre cet "énorme flux de réfugiés qui défie l'Europe et exerce des pressions sur notre société et sa cohésion". Ainsi le Premier ministre libéral, Lars Løkke Rasmussen, a-t-il justifié son nouveau tour de vis à l'égard des demandeurs d'asile. Une mesure annoncée mardi dans "Le plan 2025" de son gouvernement intitulé

"Pour un Danemark plus fort".

Depuis son arrivée au pouvoir en juin 2015, M. Rasmussen a pourtant fait adopter une quarantaine de mesures restrictives, dont la confiscation des bijoux, sans valeur affective, des réfugiés dépassant 1340 euros et un rallongement des délais d'obtention du regroupement familial. Et en janvier, il a instauré le contrôle aux frontières avec l'Allemagne, avec l'aval de la Commission européenne, suivant ainsi la Suède. Résultat : le flot des demandeurs d'asile s'est tari. De plus de 21 000 l'année dernière, leur nombre est tombé à moins de 4 800 au cours des sept derniers mois.

Le gouvernement s'attend désormais à en accueillir au maximum 10 000 en 2016 alors qu'il tablait quelques mois plus tôt sur 25 000, permettant des économies de 3 milliards de couronnes (403 millions d'euros). Mais il n'empêche. "Nous devons faire baisser encore ces

chiffres et freiner cet afflux", martèle M. Rasmussen, préconisant un traitement rapide des demandes d'asile dès les postes-frontières et le roulement des candidats déboutés vers l'Allemagne.

Augmenter les primes de rapatriement

"Nous devons servir encore plus la vis et nous protéger. Nous ne voulons plus voir ces scènes de chaos et d'exode sur nos autoroutes comme ce fut le cas l'automne dernier", explique-t-il. Et de rappeler que lorsque son parti libéral "était au pouvoir (jusqu'en 2011, NdlR), le nombre de réfugiés n'était que d'environ 5 000 par an avant d'exploser les années suivantes" sous le règne social-démocrate.

Face à la pression migratoire, le gouvernement veut aller plus loin, en refusant même d'accueillir cette année le quota des réfugiés (491) de l'Onu.

"Lorsque je constate le nombre de demandeurs d'asile que nous avons accueillis,

et qui constituent un grand coût pour nous, je ne vois pas pourquoi nous devons prendre en plus 500 réfugiés des quotas" onusiens, affirme la ministre de l'Intégration Inger Støjberg.

Restreindre l'immigration, tel est le message des dirigeants de Copenhague qui préconisent, entre autres, des règles plus strictes pour l'obtention d'un permis de séjour permanent, un rallongement des délais du regroupement familial, des expulsions plus rapides des migrants dont les demandes d'asile ont été rejetées et une augmentation des primes de rapatriement pour les immigrés souhaitant rentrer chez eux.

Ces mesures sont destinées à amadouer le Parti du peuple danois, la plus grande formation de la droite qui exige une politique d'immigration ultra-restrictive pour apporter son soutien au gouvernement dont il a assuré le retour au pouvoir en 2015.

1 septembre 2016

LA LIBRE BELGIQUE